

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JANVIER 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

AGRICULTURE : 1ÈRES AFFECTATIONS 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	8
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	16
Annexe 1 - Avenant n° 1 à la Convention Chambre Innovation	17
Annexe 2 - Fiches projets Agriculture	25
Annexe 3 - Aide à la certification à l'agriculture biologique	30
Annexe 4 - Avenant n° 2 à la Convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural	33
Annexe 5 - Avenant n° 6 à la Convention financière hors SIGC associé	39
Annexe 6 - Fiches projets modifiées	44
Annexe 7 - Fiches projets Méthanisation	49

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose à la commission permanente de se prononcer sur deux volets, l'un dédié à l'agriculture, l'autre à la méthanisation.

1. Sur le volet agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte Agricole adopté par délibération n° CR 2018-14 du 31 mai 2018 et du Plan Régional pour une Alimentation locale durable et solidaire (PRA) - L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance adopté par délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021, le présent rapport a pour objet de proposer au vote des affectations en investissement et en fonctionnement.

1.1. Au titre des dispositifs « Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles »

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Rural Île-de-France 2014-2022, il est proposé d'affecter un montant global de **2 500 000 €** en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), décomposé comme suit :

- Pour l'appel à projets « Investissements environnementaux » :

500 000 € d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300802 « Agriculture et environnement » ;

- Pour les appels à projets « Bâtiments agricoles » et « Diversification » :

2 000 000 € d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300801 « Aide au développement, à la diversification et la qualité des produits ».

1.2. Au titre du dispositif « Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs »

Il est proposé d'affecter un montant de **300 000 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles ».

1.3. Avenant à la Convention Chambre « Innovation »

Il est proposé d'adopter un avenant à la Convention pour la Mise en œuvre du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France, approuvée par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 et dont la durée a été prolongée jusqu'au 30 juin 2023, par délibération n° CR 2022-085 du 13 décembre 2022.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter un montant de 621 671,85 € d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300801 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », à la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France pour la poursuite de la mise en œuvre de son programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles.

1.4. Au titre du dispositif « Agrément des structures de conseil à l'installation transmission », approuvé par délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018

Il est proposé d'affecter **1 920 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles ».

La fiche-projet est présentée en annexe 2 à la délibération.

1.5. Au titre du dispositif « Aide à la Certification à l'agriculture biologique »

Il est proposé de soutenir **121 opérations** afin de participer à la prise en charge des coûts de certification des exploitations agricoles engagées en agriculture biologique, certification rendue obligatoire et devant être réalisée par des organismes de certification agréés par le ministère de l'Agriculture.

Le montant global d'affectations dans ce cadre, s'élève à **52 322,97 €** d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312, « Autres », programme HP 6312-010 (16301003) « Actions agri-environnementales », action 16301003 « Agriculture biologique ».

Le descriptif de ces opérations figure en annexe 3 à la délibération.

1.6. Soutien à l'organisme associé Île-de-France Terre de saveurs

Le présent rapport a également pour objet d'attribuer une subvention régionale à l'organismes associé dans le domaine de l'agriculture pour l'année 2023.

Le conseil régional apporte son soutien au fonctionnement d'un ensemble d'organismes extérieurs associés à l'action de la Région. Un de ces organismes est financé au titre de son action dans le domaine de l'agriculture, à savoir **Île-de-France Terre de saveurs**.

Compte tenu de la structure des budgets de cet organisme et de la part de la subvention régionale dans ses recettes, un versement de subvention en début d'année civile est nécessaire pour lui permettre de faire face à ses dépenses de fonctionnement dont une part importante est composée de charges fixes comme les frais de personnel qu'il convient de financer.

Il est ainsi proposé d'affecter une subvention de fonctionnement à cet organisme, représentant un montant total de **350 000 €** d'autorisations d'engagement, disponibles sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 16300904 « Soutien Île-de-France Terre de saveurs ».

1.7. A ces engagements financiers se rajoute une dépense directe :

- **150 000 €** d'affectation complémentaire au titre du Marché de pré-instruction des dispositifs régionaux « Bâtiments agricoles » et « Diversification », adopté par délibération n° CP 16- 432 du 21 septembre 2016 (dossier D1600262), rattachés aux sous-mesures 4.1, 4.2 et 6.4 du Programme de Développement Rural 2014-2022, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières ».

1.8. Plan régional pour l'Agriculture Biologique

La massification de la production biologique et la structuration des filières AB reste une priorité pour la Région, réaffirmé dans le Pacte Agricole voté en mai 2018 (Faire de l'Île-de-France une grande région de production biologique), ainsi que dans le Plan Régional pour une Alimentation Locale, Durable et Solidaire, adopté en février 2021.

Un travail autour du futur Plan Bio est en cours avec les structures actrices des différents groupes thématiques du Plan Bio 2014-2020.

Néanmoins, en attendant la finalisation de ces travaux, et la présentation du futur Plan Bio, il est essentiel de poursuivre le financement des actions menées par ces structures au cours de l'année 2023 ; c'est pourquoi le dispositif est prorogé.

1.9. Mise en œuvre du FEADER 2014-2022

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2022-68 du 26 janvier 2022 et du décret n°2022-1051 du 28 juillet 2022, la région Île-de-France s'est vu confier par l'État la gestion pleine et entière des dispositifs non-surfaciques du FEADER de la période de programmation 2023-2027. Pour qu'elle puisse assurer ce nouveau rôle, qui a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2023, l'État s'est engagé à transférer à la Région les crédits qu'il mobilisait en contrepartie du FEADER durant la période 2014-2022 et les agents des services déconcentrés (ou des compensations financières) en charge de l'instruction des demandes de subvention et de paiement.

Le transfert des effectifs de l'État ne sera possible qu'après la publication d'un décret conjoint du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) organisant les modalités de leur mise à disposition auprès des Régions. Dans la mesure où la parution du décret précité n'est envisagée qu'au cours du premier trimestre 2023, il a été proposé que les services de l'État poursuivent l'instruction des dossiers, majoritairement des demandes de paiement, relevant de la programmation 2014-2022 jusqu'au 31 mars 2023. Après cette date, les dossiers concernés seront également transférés aux Régions.

Ainsi, pour organiser la répartition des missions entre les services de l'État et ceux de la région Île-de-France entre le 1^{er} janvier et 31 mars 2023, il est proposé un avenant à la convention de gestion entre le Ministère de l'agriculture, l'Agence de services et de paiement et la région Île-de-France. Il permettra d'acter que la Région récupère en avance de phase l'instruction des dossiers relevant des types d'opération 6.1 « Dotation jeunes agriculteurs » et 8.2 « Mise en place des systèmes agroforestiers ». Les autres mesures resteront dans le périmètre des services de l'État (DDT, DRIAAF et DRIEAT).

Par ailleurs, et pour prendre le relai de l'État, qui ne pourra plus cofinancer la mesure d'installation des jeunes agriculteurs à partir du 1^{er} janvier 2023, il est également proposé d'approuver un avenant à la convention financière « ASP/Région » en paiement associé. Celui-ci permet de matérialiser le choix effectué par la Région lors de la commission permanente du mois de novembre 2022 lors du vote du règlement d'intervention relatif au cofinancement de la Dotation jeunes agriculteurs de la période de programmation 2014-2022.

1.10. Mise en œuvre du FEADER 2023-2027

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la Région est autorité de gestion pleine et entière des mesures non-surfaciques FEADER de la période de programmation 2023-2027. Le Plan stratégique national de la Politique agricole commune approuvé le 31 août 2022 par la Commission européenne et les règlements d'intervention votés lors de la Commission permanente de novembre 2022 constituent le cadre réglementaire de mise en œuvre du FEADER en Île-de-France. Une vingtaine de dispositifs devrait à termes être déployée pour soutenir les agriculteurs, les sylviculteurs et les acteurs du développement rural franciliens.

Le présent rapport a pour objet de m'autoriser à signer certains actes de mise en œuvre nécessaires à l'exercice des missions d'autorité de gestion du FEADER. En effet, le déploiement des dispositifs peut nécessiter l'adoption par la Région de différents actes d'application. Il s'agit notamment :

- des conventions financières avec certains cofinanceurs du Programme (Conseils départementaux, Agence de l'eau etc.) et l'Agence de services et de paiement (ASP), organisme-payeur du FEADER agréé par la Commission européenne, autorisant l'engagement puis le paiement de leurs crédits en contrepartie des financements européens. En tant qu'autorité de gestion, la Région est partie prenante de l'ensemble des conventions, dont les modèles sont rédigés par l'ASP et appliqués nationalement.
- des conventions de mise en œuvre non-financières avec les territoires LEADER pour préciser le fonctionnement opérationnel des Groupes d'action locale et le circuit de gestion des dossiers.
- de tout acte nécessaire concourant à la mise en œuvre du volet régionalisé du Plan stratégique national résultant d'une obligation réglementaire communautaire, issu des recommandations de l'organisme-payeur ou des corps de contrôles, formalisant une décision du Comité régional de programmation (CRP) ou la conclusion d'un Comité régional de suivi (CRS) ou précisant les modalités d'application d'un dispositif. Il peut s'agir également d'autres documents de procédures détaillant les dispositions du Programme, comme par exemple la liste des dépenses éligibles etc...

1.11. Erreurs matérielles

En rectification d'erreurs matérielles :

- le montant de l'assiette et le taux de la subvention, votée par délibération n° CP 2022-331 du 23 septembre 2022, au bénéfice de la Société Murs à fleurs pour le projet « Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine » (dossier IRIS n° EX066259) ont été corrigés sans impact sur le montant de la subvention octroyée ;
- le libellé et les dépenses éligibles, votées par délibération n° CP 2020-399 du 23 septembre 2020, au bénéfice de l'EARL des Chênes pour le projet « Aide exceptionnelle à la commercialisation en circuit court des agriculteurs – Covid 19 » (dossier IRIS EX052531), ont été corrigés sans impact sur le montant de la subvention octroyée ;
- dans les conventions relatives au « Programme d'actions pour communiquer sur l'Agriculture Francilienne », approuvées par délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022, lire « Convention de partenariat » et non « Convention triennale cadre 2022-2024 ».

2. Sur le volet méthanisation

Il est proposé de soutenir **2** opérations de méthanisation pour un montant total de **807 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables » :


- Une unité de méthanisation située dans la commune Tessancourt-sur-Aubette (78), pour une subvention de 800 000 €. Il s'agit d'un projet porté par 4 exploitations agricoles regroupées au sein d'une société de projet dédiée, LA MARE SAS, dimensionné sur un approvisionnement total de 20 000 t/an, composé de 48 % de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 37 % de pulpes de betterave, de 12 % de maïs en culture dédiée (par sécurité, l'objectif étant de privilégier les CIVE et les diversifications comme la sylphie perfoliée) et de 3 % d'issues de silo. Les intrants sont très majoritairement produits par les associés eux-mêmes. Les CIVE sont des cultures implantées entre deux cultures alimentaires, et qui jouent le rôle de cultures intermédiaires piège à nitrates en hiver. Ces ressources n'entament donc absolument pas le potentiel de production agricole à vocation alimentaire de l'Île-de-France.
- Une étude de faisabilité d'une unité de micro-méthanisation sur le territoire du SIOM, Syndicat des ordures ménagères de la vallée de Chevreuse, pour une subvention de 7 500 €.

Les conventions qui seront signées avec ces bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Les fiches projets sont présentées en annexe 7 de la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 JANVIER 2023

AGRICULTURE : 1ÈRES AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JOUE du 01 juillet 2014 – 2014/C 204/01) ;

VU le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

VU le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la Politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 ;

VU le règlement délégué (UE) n° 2019/1867 de la Commission du 28 août 2019 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement d'un financement à taux forfaitaire ;

VU le règlement (UE) n° 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 ;

VU l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

VU le régime d'aide exempté n° SA 40957 (2015/XA), relative aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier n° 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014 ;

VU le régime d'aide d'État SA.40979 (2015/XA) relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020 adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier 702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014 ;

VU le régime exempté n°SA.59106 aides aux services de conseil en faveur des PME, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code rural et de la pêche ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015 modifié ;

VU le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des Programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

VU le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

VU la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 modifiée relative à la Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 portant approbation de la convention de mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France et de la convention de délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de développement rural ;

VU la délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 portant adoption des conventions de gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC et SIGC dans le cadre du Programme de développement rural de la région Île-de-France pour la programmation 2014-2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016 portant sur la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : programme de développement rural, agriculture et environnement, agriculture périurbaine, agriculture et filières ;

VU la délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 portant approbation d'Actions en faveur de l'agriculture et de la forêt : installation - innovation – forêt ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte agricole : un livre

blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2018-151 du 19 septembre 2018 relative à une Agriculture Durable et de Proximité : 2ème affectation 2018 – Pacte Agricole, Mise en œuvre : Adoption de 4 règlements d'intervention ;

VU la délibération n° CR 2019-057 du 21 novembre 2019 relative au Plan Méthanisation – Pour relever le défi du Biogaz en Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2020-085 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte agricole : 1ère affectation 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique énergie-climat - mise en œuvre du plan « changeons d'air » concernant notamment l'adoption du règlement d'intervention de l'appel à projets, à l'attention des collectivités, pour améliorer la qualité de l'air dans les crèches et écoles primaires ;

VU la délibération n° CP 2020-399 du 23 septembre 2020 relative à la Mise en œuvre de la SRFB : 3ÈME affectation 2020 – Commerces de proximité : 4^{ème} affectation 2020 – Aide aux circuits courts ;

VU la délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021 relative au Plan régional pour une Alimentation locale, durable et solidaire – L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-429 du 19 novembre 2021 relative à la mise en œuvre du Pacte agricole et du Plan régional pour une alimentation locale durable et solidaire (PRA) et plan de Méthanisation ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CR 2022-047 du 6 juillet 2022 portant adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 et expérimentation du compte financier unique (CFU) ;

VU la délibération n° CP 2022-331 du 23 septembre 2022 relative à Agriculture – 5^{ème} rapport 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 relative à Agriculture – Méthanisation – 6^{ème} rapport 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2022-085 du 13 décembre 2022 portant adoption d'une convention cadre 2023-2028 entre la région Île-de-France et les EPLE - Diverses dispositions en matière de

ressources humaines- troisième rapport 2022 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'agriculture et de l'alimentation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU le rapport n°CP 2023-007 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** », dans le cadre de l'appel à projets « Investissements environnementaux », à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 500 000 €.

Affecte, en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), une autorisation de programme d'un montant de **500 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300802 « Agriculture et environnement », du budget 2023.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Soutien aux investissements dans les exploitations agricoles** », dans le cadre des appels à projets « Bâtiments agricoles » et « Diversification », à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 2 000 000 €.

Affecte, en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), une autorisation de programme d'un montant de **2 000 000 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300801 « Aide au développement, à la diversification et la qualité des produits », du budget 2023.

Article 3 :

Décide de participer au titre du dispositif « **Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs** » à l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 300 000 €.

Affecte, en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), une autorisation d'engagement d'un montant de 300 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles », du budget 2023.

Article 4 :

Approuve l'avenant à la Convention pour la Mise en œuvre du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Ile-de-France en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente à le signer.

Décide de participer, au titre de la "Convention Chambre Innovation" au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 621 671,85 €.

Subordonne le versement de cette subvention avec le bénéficiaire à la signature dudit avenant.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, un montant de **621 671,85 €** d'autorisations de programme disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 63-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300801 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2023.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission** », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 920 €.

Affecte, en faveur des Champs des Possibles, une autorisation d'engagement d'un montant de **1 920 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (16309) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 16300901 « Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles », du budget 2023.

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif de l'« **Aide à la certification à l'agriculture biologique** », au financement des exploitations agricoles figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 52 322,97 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **52 322,97 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312, « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri-environnementales », action 16301003 « Agriculture biologique », du budget 2023.

Article 7 :

Décide d'attribuer une subvention de fonctionnement à « **Île-de-France Terre de Saveurs** » au titre de son programme d'actions pour 2023.

Affecte un montant de **350 000 €** d'autorisations d'engagement, disponible sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire », action 16300904 « Soutien Île-de-France Terre de saveurs », du budget 2023.

Article 8 :

Affecte, dans le cadre de la poursuite du marché de pré-instruction des dispositifs régionaux « Bâtiments agricoles » et « Diversification » rattachés aux sous-mesures 4.1, 4.2 et 6.4 du Programme de Développement Rural 2014-2020, adopté par délibération n° CP 16-432 du 21 septembre 2016 (dossier D1600262), une autorisation d'engagement d'un montant de **150 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture environnement et de l'agro-alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 9 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention de gestion entre l'Agence de services et de paiement, le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et la région Île-de-France relatif à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Île-de-France, figurant en annexe 4 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer dans une version validée par l'ASP.

Article 10 :

Approuve l'avenant n° 6 à la convention relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SICG dans le cadre du Programme de développement rural de la région Île-de-France pour la programmation 2014-2022, figurant en annexe 5 de la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer dans une version validée par l'ASP.

Article 11 :

Décide, en qualité d'autorité de gestion régionale du Plan stratégique national (PSN) 2023-2027, de conclure des conventions financières avec l'Agence de services et de paiement (ASP) et les cofinanceurs du programme (Conseils départementaux, Agences de l'eau etc...) conformes aux modèles nationaux fournis par l'organisme payeur ainsi que des conventions de mise en œuvre détaillant les tâches confiées aux territoires LEADER sélectionnés, dont les trames sont également transmises par l'ASP.

Article 12 :

Décide, en qualité d'autorité de gestion régionale du Plan stratégique national (PSN) 2023-2027, de prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre du programme, résultant d'une obligation réglementaire communautaire, d'une recommandation des corps de contrôles ou de l'organisme-payeur, formalisant une décision du Comité régional de programmation FEADER, émanant d'une consultation du Comité régional de suivi ou nécessaire pour préciser les modalités d'instruction ou de mise en œuvre d'une intervention ou de sa déclinaison.

Article 13 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer et publier tout acte et tout document concourant à l'exécution des articles 11 et 12 de la présente délibération.

Article 14 :

Décide, à titre transitoire, de proroger le Plan bio 2014-2020 approuvé par délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 susvisée, jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 15 :

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX066259 telle qu'elle figure en annexe 6 de la délibération.

Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet n° EX066259 adoptée par délibération n° CP 2022-331 du 23 septembre 2022.

Article 16 :

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX052531 telle qu'elle figure en annexe 6 de la délibération.

Cette fiche-projet se substitue à la fiche-projet n° EX052531 adoptée par délibération n° CP 2020-399 du 23 septembre 2020.

Article 17 :

Approuve la modification des conventions relatives au « Programme d'actions pour communiquer sur l'Agriculture Francilienne », adoptées par délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 et dit qu'il convient de lire dans le titre de la convention « Convention de partenariat », à la place de « Convention triennale cadre 2022-2024 ».

Article 18 :

Décide, au titre du **Plan méthanisation**, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant total prévisionnel maximum de 807 500 €.

Subordonne le versement de ces subventions à l'adoption de conventions conformes à la convention-type n° CP 2020-276 du 1^{er} juillet 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **807 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 758 « Autres actions », programme RE 758-002 (575002) « Energie », action 575002032 « Energies renouvelables », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 21 Énergies renouvelables et efficacité énergétique, projet 2101 « Energies renouvelables ».

Article 19 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Avenant n° 1 à la Convention Chambre Innovation

AVENANT A LA CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN A L'INNOVATION DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES D'ÎLE- DE-FRANCE

Entre

La région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-007 du 25 janvier 2023.

ci-après dénommée « la Région »

et

La Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France dont le siège est situé au 19, rue d'Anjou, 75008 Paris, représentée par son Président, Monsieur Christophe HILLAIRET.

ci-après dénommée « le bénéficiaire » ou « la Chambre »

Préambule

Cet avenant a pour objet de permettre la prise en compte du programme d'actions 2022-2023 proposé par la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France dans le cadre de la Convention pour la Mise en œuvre du programme de soutien à l'innovation dans les exploitations agricoles d'Île-de-France, approuvée par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016 et dont la durée est prolongée jusqu'au 30 juin 2023, suite à la délibération n° CR 2022-085 du 13 décembre 2022.

Il a également pour objet de tenir compte d'évolutions réglementaires en matière de probité et de protection des données à caractère personnel, applicables à l'ensemble des partenaires régionaux.

Article 1 :

L'article 1 de la convention est modifié comme suit.

La mention ci-après est insérée après le 3^{ème} alinéa : « Pour le programme de soutien à l'innovation 2022-2023, un montant de **621 671,85 €** est accordé. L'utilisation et la répartition de l'enveloppe est fonction des actions d'investissement effectivement retenues par la Chambre ».

Le second alinéa de l'article 4 est désormais rédigé comme suit : « Les fiches projets jointes à la présente convention ou cas échéant à ses avenants, décrivant les actions subventionnées et le calcul de la subvention, ont une valeur contractuelle entre la Région et le bénéficiaire ».

Article 2 :

Un article 3.5 est ajouté à la convention, comme suit :

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 3 :

Un article 3.6 est ajouté à la convention, comme suit :

En matière de protection des données à caractère personnel, le bénéficiaire s'engage à respecter les dispositions suivantes.

Objet

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et la Chambre d'Agriculture (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la présente et de définir les responsabilités de la Région et de la Chambre d'Agriculture concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

Obligations respectives des responsables conjoints

Finalités du traitement

La Région et le Responsable Conjoint déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- Communication institutionnelle
- Organisation d'évènements
- Animation territoriale avec les acteurs
- Accompagnement des acteurs de la filière alimentaire en Île-de-France
- Conseil, formation et appui aux agriculteurs
- Diffusion de références technico-économiques
- Réalisation de statistiques

Moyens du traitement

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région et le Responsable Conjoint définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- Collecte et partage entre les Parties de listes de diffusion pour les actions définies conjointement
- Collecte et partage entre les Parties de feuilles d'émargement et de listes de participants aux actions définies conjointement
- Partage entre les Parties de listes d'entreprises participantes au contrat de filière, et/ou à des projets collectifs

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

Données traitées

Données courantes

x Etat civil, identité, données d'identification, images

x Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)

☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)

x Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)

x Autres, préciser : mail, téléphone

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

Sans objet

Catégories de personnes concernées

Les personnes concernées sont :

x Agents régionaux

☐ Mineurs

☐ Particuliers

x Autres, préciser : représentants de personnes morales

Opérations de traitement et usages

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Collecte de données
- Enregistrement de données
- Organisation de données
- Structuration de données
- Conservation de données
- Adaptation ou modification de données
- Extraction de données
- Consultation de données
- Utilisation de données
- Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- Rapprochement de données
- Effacement de données
- Destruction de données

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

Respect des obligations légales

Durée de conservation

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et au Responsable Conjoint.

Information des personnes concernées

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par le Responsable Conjoint.

Droit d'accès, de rectification ou d'effacement

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Droit à la limitation

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par la Région et les Responsable Conjoint.

Droit d'opposition

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Droit à la portabilité

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par la Région et le Responsable Conjoint.

Mesures de sécurité

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et les Responsable Conjoint.

La Région et le Responsable Conjoint sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

La Région et le Responsable Conjoint ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et le Responsable Conjoint qui notifieront les changements par tout moyen qu'ils estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

Coopération avec les autorités de contrôle

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

Registre des activités de traitement

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Violation de sécurité

La Région et le Responsable Conjoint sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

La Région et les Responsables Conjointes ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

Le Responsable Conjoint met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

Point de contact

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Collaboration

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

Communication des grandes lignes

La Région et le Responsable Conjoint définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Garanties

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

Sous-traitance

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

Article 4 :

L'article 6 de la convention est modifié comme suit : « Elle expire au 30 juin 2023 ».

Article 5 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties, à l'exception de la disposition mentionnée à l'article 4 qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 2023. Il comprend une annexe composée d'une fiche-projet.

Les autres dispositions de la convention, non modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux, le.....

**Pour la Chambre d'Agriculture
de Région Île-de-France,
Le Président**

**Pour la région Île-de-France,
La Présidente**

Christophe HILLAIRET

Valérie PECRESSE

Annexe 2 - Fiches projets Agriculture

**DOSSIER N° 22008740 - SOUTIEN AUX PRESTATIONS DE CONSEIL A L'INSTALLATION
TRANSMISSION - LES CHAMPS DES POSSIBLES**

Dispositif : Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission (n° 00001184)

Délibération Cadre : CP2018-151 du 19/09/2018

Imputation budgétaire : 936-6312-65742-163009-1700

Action : 16300901- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Agrément des structures de conseil à l'installation-transmission	2 400,00 € HT	80,00 %	1 920,00 €
	Montant total de la subvention		1 920,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CHAMPS DES POSSIBLES
Adresse administrative : HAMEAU DE TOUSSACQ
77480 VILLENAUXE-LA-PETITE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Sylvain PECHOUX, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2022 - 25 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'installation en agriculture pour l'un des porteurs

Description :

Il est proposé d'accompagner deux candidats à l'installation en agriculture dans le cadre du Volet 2 « Etude de faisabilité / étude de marché » du présent dispositif. Ces prestations de conseil, visant à étudier la faisabilité et la viabilité économique du projet d'installation agricole, sont mises en oeuvre par Les Champs des Possibles, structure agréée par la Région dans le cadre du dispositif.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

80% du coût de la prestation individuelle, plafonnée à 1 500 € par bénéficiaire final (candidat à l'installation transmission bénéficiant de la prestation)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil à l'installation (HT)	2 400,00	100,00%
Total	2 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 920,00	80,00%
Fonds propres	480,00	20,00%
Total	2 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.40833 (2015/XA) (agriculture, PME) adopté sur la base du règlement d'exemption agricole et forestier
702/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1er juillet 2014, relatif à : aides aux services
de conseil dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

DOSSIER N° 23002266 - CONVENTION CHAMBRE "INNOVATION"**Dispositif** : Convention chambres "Innovation" (n° 00000980)**Délibération Cadre** : CR203-16 du 17/11/2016**Imputation budgétaire** : 906-6312-20421-163008-1700

Action : 16300801- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Convention chambres "Innovation"	888 102,50 € HT	70,00 %	621 671,85 €
	Montant total de la subvention		621 671,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 30 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions 2022-2023 s'inscrit dans le cadre de la convention adoptée par délibération n° CR 203-16 du 17 novembre 2016, prolongée par délibération n° CR 2022-085 du 13 décembre 2022 jusqu'au 30 juin 2023.

Description :

L'innovation est un levier incontournable pour faire de l'Île-de-France une smart-région, pionnière, dotée d'une agriculture de pointe, moderne, économe de ses moyens et de son empreinte.

Le programme de soutien à l'innovation de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France vise, en partenariat avec les centres techniques, les organes de recherche, les partenaires économiques et les agriculteurs, à maintenir la compétitivité et la performance des producteurs franciliens, en favorisant l'émergence de nouvelles technologies et l'appropriation et la diffusion rapide de ces dernières.

La Chambre d'Agriculture fait ainsi l'acquisition de divers équipements innovants au titre de ses activités d'expérimentation sur sa plateforme agricole expérimentale :

- Robots "FarmDroid FD20"
- Stations météo
- Ecorobotix
- Innovations méthanisation
- Stations météo dernière génération
- Semences fourragères
- Raindancer

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Robots FarmDroid	403 740,00	45,46%
Stations météo	59 998,80	6,76%
Ecorobotix	128 900,00	14,51%
Innovations méthanisation	207 000,00	23,31%
Acquisition nouvelles versions de stations météo	82 498,70	9,29%
Semences fourragères	1 170,00	0,13%
Raindancer	3 414,00	0,38%
Mellisphera balances connectées	1 381,00	0,16%
Total	888 102,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	621 671,85	70,00%
Auto-financement	266 430,65	30,00%
Total	888 102,50	100,00%

Annexe 3 - Aide à la certification à l'agriculture biologique

Affectations au titre de la certification à l'agriculture biologique (dispositif d'aide approuvé par la délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014)

Le soutien au développement de l'agriculture biologique passe par la prise en charge des coûts de certification des exploitations agricoles qui sont obligées de faire contrôler leurs pratiques et certifier leurs produits par des organismes de certification agréés par le ministère de l'Agriculture à partir de la norme EN 45011.

L'aide régionale à la certification biologique prend en charge 80 % maximum du montant HT du coût de la certification annuelle en agriculture biologique

Le montant d'aide le moins élevé est de 182,40 € et le plus élevé est de 782,14 €. La moyenne des 121 subventions s'élève à 432 €.

Il est ainsi proposé d'affecter **52 322,97 €** en faveur de 121 bénéficiaires (exploitations agricoles).

CP 2023-007 – Commission permanente du 25 janvier 2023
Liste des bénéficiaires de l'Aide à la certification à l'agriculture biologique
à consulter au Secrétariat Général du Conseil Régional

Annexe 4 - Avenant n° 2 à la Convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural

AVENANT N° 2
à la Convention du JJ/MM/AAAA relative à la mise en œuvre
des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant
la politique de développement rural dans la région XXXXX

Visa

Vu le règlement (UE) 2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 4221-5 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2, L. 314-1, L. 511-4 et R. 313-13 et suivants ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment ses articles 78, et 80 à 90 ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 84 ;

Vu l'ordonnance n° 2011-864 du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le Département de Mayotte et à Saint-Martin, notamment son article 6 ;

Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

Vu le décret n° 2020-1814 du 30 décembre 2020 relatif au transfert de la mission de service public liée à la politique d'installation aux chambres d'agriculture d'outre-mer ;

Vu la convention du JJ/MM/AAAA relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région XXXXX, modifiée ;

Vu le relevé de conclusions du Comité Etat-Régions du 10 novembre 2021 ;

Vu ... (intégrer les visas souhaités par l'AG) ;

Préambule

Pour la programmation PAC 2014-2022, les Régions sont autorités de gestion (AG) de l'ensemble des mesures du Feader. Toutefois, l'instruction et le contrôle de plusieurs mesures hors SIGC sont exercés par les services déconcentrés de l'Etat (DDTM, DRAAF, DREAL). Les chambres d'agriculture de métropole et, depuis 2020, celles d'outre-mer assurent la pré-instruction des dossiers de demande d'aide à l'installation.

Pour la programmation Feader démarrant en 2023, les Conseils régionaux seront chargés de la gestion des aides non surfaciques listées dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 susvisée.

Pour l'exercice des compétences qui leur sont confiées, les Conseils régionaux bénéficient du transfert des moyens humains de l'Etat en charge de l'instruction des dossiers.

En conséquence, la répartition des compétences et des responsabilités pour la programmation Feader 2014-2022 doit être adaptée. Pour les aides qui relèveront de la pleine compétence des Régions pour la programmation qui démarre en 2023, la délégation d'instruction aux services déconcentrés de l'Etat doit être supprimée. Par exception, les aides « protection des races menacées » et « apiculture », qui sont des aides relevant du SIGC et instruites sous ISIS dans la programmation actuelle, doivent rester de la compétence des DDT(M)/DAAF, qui assureront la fin de gestion de la programmation 2014-2022.

A l'inverse, pour les aides qui restent de la compétence de l'Etat (aide au titre de la lutte contre la prédation, mesures agro-environnementales et climatiques, soutien à l'agriculture biologique, indemnité compensatoire de handicaps naturels), les dispositions de la convention tripartite 2014-2022 doivent rester inchangées de façon à ce que les services déconcentrés demeurent en charge jusqu'à la fin de la programmation ayant débuté en 2014.

Les règles de conservation des documents sont également précisées dans cet avenant.

Il est convenu ce qui suit entre :

- la Région (ou la collectivité territoriale) XXXXX, représentée par le/la Président(e) de la Région/collectivité territoriale et ayant son siège XXXXX, ci-après dénommée « la Région (ou la collectivité territoriale) » ;
- l'Agence de services et de paiement, établissement public ayant son siège 2 rue du Maupas, 87040 Limoges cedex 1, représentée par son Président-directeur général M. Stéphane LE MOING, et par délégation le/la Directeur/trice régional(e) M./Mme XXXXX, ci-après dénommée « ASP » ;
- l'Etat, représenté par le Préfet de Région de XXXXX, M./Mme XXXXX,

Article 1^{er} : Objet du présent avenant

Le présent avenant :

- adapte la répartition des compétences et des responsabilités résultant du transfert des agents des services déconcentrés de l'Etat à l'AG ;
- précise les règles de conservation des documents ;
- [uniquement pour outre-mer] prend acte du transfert de la mission de service public liée à la politique de l'installation aux chambres d'agriculture de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique ainsi que la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte.

Article 2 : Modification de l'article 6.1.1 « Désignation des guichets uniques et services instructeurs »

L'article 6.1.1 est modifié comme suit :

Cas 1 : la Région souhaite reprendre une partie de la délégation avant la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services ou parties de services

Le deuxième alinéa et les alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes : « La Région délègue aux services déconcentrés concernés :

- Jusqu'à la fin de la programmation : l'instruction de l'aide à l'adaptation à la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs.
- Jusqu'à la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à disposition des services et partie de services : l'instruction des dispositifs suivants, au niveau régional ou départemental :
 - *Lister les dispositifs délégués et les départements concernés*

Cas 2 : la Région souhaite reprendre la totalité de la délégation avant la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à dispo (sauf prédation)

Le deuxième alinéa et les alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes : « La Région délègue aux services déconcentrés concernés :

- Jusqu'à la fin de la programmation : l'instruction de l'aide à l'adaptation à la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs.

Cas 3 : la Région souhaite attendre la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à dispo pour reprendre la totalité de la délégation (sauf prédation)

Le deuxième alinéa et les alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes : « La Région délègue aux services déconcentrés concernés :

- Jusqu'à la fin de la programmation : l'instruction de l'aide à l'adaptation à la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs.

Article 3 : Modification des annexes prévues par l'article 6.1.2 « Etablissement des circuits de gestion »

Les annexes 1.2 « Trame du circuit de gestion 'hors SIGC' », 1.3 « Trame de circuit de gestion installation » et, le cas échéant, 1.4 « Trame de circuit de gestion Leader », ainsi que l'annexe 2 « Contenu de la délégation de signature à l'autorité de gestion » prévues à l'article 6.1.2 de la convention sont remplacées par les annexes du présent avenant.

Article 4 : Modification de l'article 6.7 « Conservation des documents »

L'article 6.7 intitulé « Conservation des documents » est remplacé par les dispositions suivantes :

« La durée d'utilité administrative (DUA) des pièces constitutives des dossiers s'établit à 10 ans à compter du dernier acte de gestion.

Lorsque l'AG est service instructeur, elle assure la conservation des documents constitutifs des dossiers d'instruction, de demandes d'aides et demandes de paiements pendant la DUA.

Lorsque le service instructeur est un service déconcentré de l'Etat, il assure la conservation des documents constitutifs des dossiers d'instruction, de demandes d'aides et demandes de paiements pendant la DUA en ce qui concerne les dossiers pour lesquels le dernier paiement est intervenu au plus tard à la date du 31 décembre 2022.

Les dossiers relatifs au dispositif de lutte contre la prédation restent conservés par les services déconcentrés de l'Etat.

Les dossiers soldés détenus par les groupes d'action locale (GAL) sont transmis à l'ASP qui en assure la conservation.

Les modalités de transfert de dossiers entre le service instructeur et le service responsable de la conservation sont établies d'un commun accord entre les parties concernées.

<u>Service instructeur</u>	<u>Région</u>	<u>Etat (services déconcentrés)</u>	<u>GAL</u>
<u>Responsable de la Conservation</u>	<u>Région</u>	<u>Dossiers soldés et liés aux mesures prédation : service instructeur</u> <u>Dossiers non soldés : Région</u>	<u>ASP</u>

Chaque entité responsable de la conservation, telle que précisée dans le tableau ci-dessus, garantit l'intégrité, la lisibilité et la quérabilité des données et documents conservés. Chacune s'engage à en assurer la transmission à la demande de l'AG ou de l'OP dans les délais requis aux fins de réalisation des contrôles et audits prévues dans la présente convention.

L'ASP assure la conservation des données informatiques de ses outils ainsi que des données de paiement.

Au terme de la DUA, l'entité responsable de la conservation assure la destruction des données et documents sauf pour ceux qui sont identifiés comme devant faire l'objet d'un archivage historique. »

[Uniquement pour les outre-mer] :

Article 5 : Transfert la mission de service public liée à la politique de l'installation aux chambres d'agriculture d'outre-mer

I. En application des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance 2011-864 du 22 juillet 2011 susvisée et du décret 2020-1814 du 30 décembre 2020 susvisé, les chambres d'agriculture de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de La Réunion et la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte assurent la mission de service public liée à la politique d'installation.

II. A l'article 6.1.2 de la convention du JJ/MM/AAAA susvisée, la phrase : « Pour les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, les missions de service public sont assurées par les DR de l'ASP, chargées de la pré-instruction des dossiers de demande d'aide » est supprimée.

III. L'annexe 1.3 « Trame de circuit de gestion installation » prévue à l'article « 6.1.2 : Etablissement des circuits de gestion » est modifiée. A la 2ème colonne intitulée « Acteurs » des étapes de gestion intitulées « Contrôle administratif (pré-instruction des demandes d'aide) et « Contrôle administratif (pré-instruction de la demande de paiement) », les références : « ASP » sont remplacées par les mots : « Chambre d'agriculture ».

Article 5 ou 6 : Dispositions diverses

I. Les autres dispositions de la convention du JJ/MM/AAAA susvisée, restent inchangées et demeurent applicables.

II. Le présent avenant prend effet

Cas 1 : la Région souhaite reprendre une partie de la délégation avant la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à dispo

Au .././...

Cas 2 : la Région souhaite reprendre la totalité de la délégation avant la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à dispo (sauf prédation)

Au .././...

Cas 3 : la Région souhaite attendre la date de prise d'effet de la convention régionale de mise à dispo pour reprendre la totalité de la délégation (sauf prédation)

à la date de prise d'effet de la convention de mise à disposition des services et parties de service.

Fait sur XX pages, en XX exemplaires, à, le

Prénom et Nom du
signataire

Prénom et Nom du
signataire

Prénom et Nom du
signataire

Le/La Président(e) de la
Région/collectivité territoriale
XXXXX

Le Président-Directeur
général de l'ASP et par
délégation, le/la
Directeur/trice,

Le Préfet de la Région
XXXXX

Annexe 5 - Avenant n° 6 à la Convention financière hors SIGC associé

**Avenant n°6 à la convention
relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides
de la région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC
dans le cadre du Programme de développement rural
de la région Île-de-France pour la programmation 2014-2022**

- Vu la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signée le 11 décembre 2015 ;
- Vu l'avenant n°1 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signé le 15 mars 2017 ;
- Vu l'avenant n°2 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signé le 22 novembre 2017 ;
- Vu l'avenant n°3 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signé le 6 décembre 2018 ;
- Vu l'avenant n°4 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signé le 18 novembre 2020 ;
- Vu l'avenant n°5 à la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la région Île-de-France et de leur cofinancement FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2020 signé le 18 novembre 2020 ;
- Vu la délibération du Conseil régional d'Île-de-France n°CP 2023-007 du 25 janvier 2023 approuvant le présent avenant ;
- Vu le Cadre national approuvé par la Commission européenne le 2 juillet 2015, modifié ;
- Vu le Programme de développement rural FEADER 2014-2022 de la région Île-de-France approuvé par la Commission européenne le 7 août 2015, modifié.

Il est convenu ce qui suit :

Entre

La région Île-de-France, ayant son siège 2 rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE ;

Et

L'ASP, Agence de services et de paiement, Établissement public ayant son siège, 2 rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1, représentée par son Président-directeur général, Monsieur Stéphane LE MOING, et par délégation la Directrice régionale des Hauts-de-France, Madame Peggy BOURDIN.

Article 1^{er} - Objet du présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de modifier la liste des sous-mesures et types d'opération mis en œuvre dans la convention initiale en ajoutant le type d'opération 6.1 « Dotation jeunes agriculteurs » ;
- de modifier les articles, 1, 2 et 4 de la convention initiale.

Article 2 - Modification de l'article 1^{er} de la convention initiale, intitulé « Objet » :

Le tableau de l'article 1 de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

Sous-mesures et types d'opération mis en œuvre		GUSI désigné par la Région
4.1	4.1 - Modernisation des exploitations agricoles et amélioration des pratiques	DDT / DRIAAF
4.2	4.2 - Transformation et commercialisation des productions agricoles	DDT / DRIAAF
4.3	4.3 - Amélioration de la desserte forestière	DDT / DRIAAF
4.4	4.4 - Investissements environnementaux non-productifs	DDT / DRIAAF
6.1	6.1 - Dotation jeunes agriculteurs	DDT / DRIAAF
6.4	6.4 - Aide à la diversification non-agricole	DDT / DRIAAF

7.1	7.1 - Déclinaison Natura 2000 - Élaboration et révision de documents d'objectifs et schémas liés à la conservation du patrimoine naturel	DRIEAT
	7.1 - Déclinaison hors Natura 2000 - Élaboration et révision de documents d'objectifs et schémas liés à la conservation du patrimoine naturel	Région
7.6	7.6.1 - Animation des documents de gestion des sites Natura 2000	DRIEAT
	7.6.3 - Animation et investissements liés à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel	Région
8.1	8.1 - Boisement et création de surfaces boisées	DRIAAF
8.2	8.2 - Mise en place de systèmes agroforestiers	DRIAAF
8.5.1	8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers	DDT / DRIEAT
8.5.2	8.5.2 - Amélioration de la capacité récréative des forêts	Région
8.6	8.6 - Amélioration de la mobilisation, de la transformation et de la commercialisation des produits forestiers	DRIAAF
16.7	16.7.2 - Acquisition de compétences, animation pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales de développement - Volet forestier	DRIAAF

19.2 - Dossiers déposés au titre des dispositifs PRIMVAIR, DIVAIR et INVENT'IF	19.2 - Mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement	Région
---	---	--------

Article 3 - Le titre du point 2) de l'article 2 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« La Présidente de la Région a délégué aux DDT(s) (pour les départements de la grande couronne) ou à la DRIAAF (pour les départements de la petite couronne et au titre du type d'opération 4.3 pour le département de l'Essonne) uniquement la signature de la décision d'attribution des aides pour la part FEADER pour les types d'opération 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 6.1 et 6.4. ».

Les autres dispositions de ce point restent inchangées et demeurent applicables.

Article 4 - Le titre du point 2) de l'article 4 de la convention initiale est supprimé et remplacé par :

« La Présidente de la Région a délégué aux DDT(s) (pour les départements de la grande couronne) ou à la DRIAAF (pour les départements de la petite couronne et au titre du type d'opération 4.3 pour le département de l'Essonne) uniquement la signature de la décision de déchéance de droits pour la part FEADER pour les types d'opération 4.1, 4.2, 4.3, 4.4, 6.1 et 6.4. ».

Les autres dispositions de ce point restent inchangées et demeurent applicables.

Article 5 - Dispositions diverses :

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Fait sur 4 pages, en 2 exemplaires, à Saint-Ouen-Sur-Seine, le

**La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France,**

**Le Président-directeur général de
l'ASP, et par délégation,
la Directrice régionale,**

Annexe 6 - Fiches projets modifiées

DOSSIER N° EX066259 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - MURS A FLEURS

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-93-20421-593004-1700

Action : 593004072- Agriculture urbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	105 000,00 € HT	47,62 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MURS A FLEURS
Adresse administrative : 134 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Sophie JANKOWSKI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 avril 2022 - 23 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture.

Description :

Murs à Fleurs est une micro-ferme horticole (7000 m²) à vocation productive et sociale, sur une parcelle appartenant à la Ville de Montreuil et au Département de la Seine-Saint-Denis.

Les fleurs sont cultivées en pleine terre et en plein air, en permaculture. Les fleurs sont valorisées en bouquets frais ou secs ; commercialisées en circuit court, par abonnement, à la ferme, ou dans une boutique parisienne en hiver.

Différents modes d'accueil du public sont mis en place sur le site : familles, scolaires, femmes victimes de violences, résidents d'Établissement d'Hébergement pour les Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD).

Cette société souhaite aujourd'hui développer son offre d'accueil et sa production horticole grâce :

- au balisage d'un espace dépollué dédié à l'accueil ;
- à l'aménagement d'une terrasse couverte, vestibule, serre pédagogique, une « maison des fleurs » (accueil, cuisine, séchage des bouquets) et d'un atelier pédagogique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50% ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5 000 €.

Localisation géographique :

- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements divers	105 000,00	100,00%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	47,62%
Autofinancement	21 000,00	20,00%
ANRU (Subvention attribuée)	34 000,00	32,38%
Total	105 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.50388 (2018/N) (agriculture) autorisé par lettre de la Commission européenne du 26 février 2018 (réf. C(2018) 1286 final), relatif à : Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire

DOSSIER N° EX052531 - Aide exceptionnelle à la commercialisation en circuit court des agriculteurs – Covid 19 - EARL DES CHENES

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

Imputation budgétaire : 905-53-20421-153001-1700

Action : 15300110- Soutien circuits courts - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	96 361,00 € HT	70,00 %	67 452,70 €
	Montant total de la subvention		67 452,70 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL DES CHENES
Adresse administrative : 14 RUE DES CHENES SECS
78120 SONCHAMP
Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame LAURA ROBIN, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 mars 2020 - 23 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le RI prévoit une éligibilité à partir du 12 mars 2020 (mesures de crise).

Description :

A la suite du confinement, la vente à la ferme a pris une dimension très importante. L'exploitation souhaite donc développer une boutique à la ferme où le consommateur pourra acheter les produits locaux de la ferme et des fermes voisines.

Détail du calcul de la subvention :

70% des dépenses éligibles dans la limite de 70 000€ de subvention régionale.

Localisation géographique :

- SONCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mobilier	32 296,00	33,52%
Aménagements	29 065,00	30,16%
Achat d'équipement commercialisation	35 000,00	36,32%
Total	96 361,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	67 452,70	70,00%
Autofinancement	28 908,30	30,00%
Total	96 361,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

Annexe 7 - Fiches projets Méthanisation

DOSSIER N° EX062536 - AAP pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - LA MARE à Tessancourt-sur-Aubette (78)

Dispositif : Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles (n° 00001197)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-758-20422-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : Appel à projet pour travaux de construction d'unités de méthanisation - Projets agricoles	8 558 000,00 € HT	9,35 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MARE
Adresse administrative : 4 RUE DE LA LIBERATION
95450 CONDECOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Antoine BEHOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Unité de méthanisation agricole en injection de biométhane

Dates prévisionnelles : 17 septembre 2020 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le dossier a été déposé le 17 septembre 2020 lors de la deuxième session de l'AAP méthanisation, et des prestations, notamment de maîtrise d'oeuvre, ont été engagées depuis.

Description :

Le projet est porté par 4 exploitations agricoles regroupées au sein d'une société de projet dédiée, LA MARE SAS.

Il est dimensionné sur un approvisionnement total de 20 000 t/an, composé de 48 % de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique), de 37 % de pulpes de betterave, de 12 % de maïs en culture dédiée (par sécurité, l'objectif étant de privilégier les CIVE et les diversifications comme la sylphie perfoliée) et de 3 % d'issues de silo. Les intrants sont très majoritairement produits par les associés eux-mêmes (100% des CIVE et 30% des pulpes, soit plus de 70% de la ration. Les autres apports sont sécurisés par des contrats ou des lettres d'intention, et proviennent d'un rayon maximal de 40 km).

La SAU (surface agricole utile) totale cumulée des exploitations associées est d'environ 1 200 ha, dont environ 480 ha seront mobilisés pour la production des différents intrants.

Sur la partie agronomique, la production de digestat est d'environ 19 200 m³/an, qui sera valorisée par épandage sur les terres des exploitants du projet. Les 1 200 ha des exploitations agricoles des actionnaires recevront 100 % du digestat issu du méthaniseur. Les exploitants privilégient l'utilisation d'enfouisseurs afin de limiter la volatilisation d'ammoniac. Le rayon d'épandage est d'une dizaine de kilomètres. La valorisation du digestat se fera sous le régime du plan d'épandage.

La valorisation énergétique retenue est l'injection de biométhane sur le réseau de distribution GRDF à un débit moyen de 200 Nm³/h (18 600 MWhPCS/an).

L'unité de méthanisation nécessitera l'équivalent d'un temps plein, sans compter la main d'œuvre nécessaire pour la production des CIVE, la construction et la maintenance de l'unité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du :

- RI adopté par délibération n° CP 2020-276 soit jusqu'à 30% des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 0000 €. Calcul de l'aide après instruction technico-économique du dossier et application du bonus de 50 000 € pour un projet agricole collectif regroupant au minimum 4 structures.

L'assiette Région est de 8558 000 €. La subvention de 800 000 € correspond à un taux de 9,35% appliqué aux dépenses éligibles HT.

- régime d'aide d'état SA.59108 : le bénéficiaire est une petite entreprise permettant une intervention jusqu'à 65%. Le projet est comparé à un investissement de référence (moteur de cogénération) de 1 264 000 €.

L'assiette admissible est de 7 294 000 €. L'aide publique totale (subventions ADEME + Région) est de 1400 000€ et correspond à un taux de 19,2%, bien inférieur au plafond autorisé de 65%.

Localisation géographique :

- TESSANCOURT-SUR-AUBETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Génie Civil	3 711 000,00	43,36%
Process et équipements	4 742 000,00	55,41%
Etudes et maîtrise d'oeuvre	105 000,00	1,23%
Total	8 558 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	734 000,00	8,58%
Subvention Région (sollicitée)	800 000,00	9,35%
Subvention ADEME (attribuée)	600 000,00	7,01%
Emprunts	6 424 000,00	75,06%
Total	8 558 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

DOSSIER N° EX069791 - Aide aux études pour le développement d'unités de méthanisation en Île-de-France - SIOM SYNDICAT MIXTE DES ORDURES MENAGERES DE LA VALLEE DE CHEVREUSE

Dispositif : Plan régional méthanisation : aide aux études (n° 00001198)

Délibération Cadre : CP2020-276 du 01/07/2020

Imputation budgétaire : 907-758-2041581-575002-1700

Action : 575002032- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Plan régional méthanisation : aide aux études	30 000,00 € HT	25,00 %	7 500,00 €
	Montant total de la subvention		7 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIOM SYNDICAT MIXTE DES ORDURES
MENAGERES DE LA VALLEE DE
CHEVREUSE

Adresse administrative : CHEMIN DEPARTEMENTAL 118
91140 VILLEJUST

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-François VIGIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2022 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le SIOM a lancé une consultation pour la réalisation de cette étude le 13 octobre 2022, de façon à pouvoir engager la mission dès le mois de décembre 2022.

Description :

L'étude a pour but d'apporter au SIOM les éléments techniques, économiques, environnementaux et réglementaire lui permettant de déterminer la faisabilité d'une filière méthanisation, adaptée au contexte, enjeux et possibilité qu'offre le site du SIOM.

L'étude de faisabilité doit prendre en compte les 5 facteurs clés de réussite pour la réalisation des différents scénarios technico-économiques :

- Ressource organique mobilisable (quantifiée et sécurisée)
- Débouché pour le biogaz
- Débouché pour le digestat
- Mode de gouvernance performant
- Site d'implantation

Des facteurs clés transversaux de réussite, devront également être pris en considération dans l'étude, à savoir :

- Acceptabilité sociale et communication
- Maîtrise technique et équilibre financier

A l'issue de la mission de l'étude, la collectivité devra disposer de tous les éléments nécessaires au montage technique, financier et administratif / juridique du projet, pour être en mesure de lancer la phase de conception.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Règlement d'intervention du Plan Méthanisation : pour l'aide aux études de faisabilité : jusqu'à 50% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €. Prise en compte de la participation de l'ADEME pour un financement à 50-50 => taux de subvention de 25% chacun.

Localisation géographique :

- VILLEJUST

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Energies renouvelables

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de l'étude de faisabilité	30 000,00	100,00%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aide régionale sollicitée	7 500,00	25,00%
Aide ADEME sollicitée	7 500,00	25,00%
Fonds propres	15 000,00	50,00%
Total	30 000,00	100,00%